HAL
open science

Où va Israël ?

Alain Dieckhoff

To cite this version:

Alain Dieckhoff. Où va Israël ?. Critique Internationale, 2002, 16, pp.31-35. 10.3917/crii.016.0031 . hal-01017905

HAL Id: hal-01017905
https://sciencespo.hal.science/hal-01017905

Submitted on 3 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Contre-jour

Où va Israël ?

par Alain Dieckhoff

Il y a près de trente ans, au sortir de la guerre de Kippour, Nahum Goldmann, un homme exceptionnel qui joua, souvent dans l'ombre, un rôle décisif dans la création de l'État juif, publiait sous ce titre une mise en garde contre l'impasse dans laquelle s'enfermait l'État d'Israël[1]. À l'époque, il s'agissait pour lui de dénoncer la politique à courte vue d'un Israël incapable d'abandonner son intransigeance envers les États arabes, et d'exhorter ses dirigeants à trouver une solution réaliste au « problème palestinien ». Aujourd'hui, bien que l'environnement régional ait beaucoup changé, la question posée par Nahum Goldmann garde toute sa pertinence : où va Israël, à l'heure où il est plongé dans la situation certainement la plus difficile qu'il ait connue depuis sa fondation ?

Si la guerre d'usure israélo-palestinienne ne menace pas – contrairement aux craintes exprimées par certains – l'existence même de l'État, il est indéniable qu'elle constitue un défi redoutable car, pour la première fois depuis 1948, la violence frappe Israël, de plein fouet et sur la longue durée, au cœur même de ses villes. Certes, les civils israéliens n'ont pas été épargnés par les guerres précédentes, que ce soit entre 1948 et 1956 avec les « infiltrations » de fedayins, ou dans les années soixante-dix lorsque les organisations palestiniennes « inventèrent » le terrorisme international. Pourtant, la situation actuelle est différente car, comme l'atteste la multiplication des attentats-suicides, la frontière entre l'intérieur (le refuge du territoire national) et l'extérieur (d'où viendrait l'ennemi) a été effacée. Ce contexte a entretenu le sentiment que le pays tout entier était en danger et, partant, a suscité un large mouvement de « défense patriotique » dont la traduction politique la plus visible aura été l'élection triomphale (62,4 % des voix) d'Ariel Sharon au poste de Premier ministre le 6 février 2001 et la constitution d'un gouvernement d'union nationale associant Likoud et Parti travailliste.

Le gouvernement Sharon : un bilan globalement négatif

Ariel Sharon avait promis de ramener la sécurité aux Israéliens. Malgré le recours a une panoplie militaire impressionnante et à des méthodes de plus en plus dures, il n'est pas parvenu à ses fins : l'année 2001 restera la plus noire en termes de sécurité personnelle pour les Israéliens, avec près de 200 tués. Mais le pire était encore à venir : durant le seul mois de mars 2002, les attentats, devenus quotidiens,

ont entraîné 115 Israéliens dans la mort. Pour interrompre cet inexorable processus, le gouvernement israélien a lancé au mois d'avril, en Cisjordanie, l'offensive militaire la plus importante depuis 1967. Son objectif : la réoccupation temporaire des villes palestiniennes (à l'exception de Jéricho) afin, pour reprendre la terminologie officielle, de « détruire les infrastructures terroristes ». Si la mise hors d'état de nuire de combattants, l'arrestation d'activistes, la confiscation massive d'armes peuvent apporter un répit à Israël, il est douteux que ces opérations militaires parviennent à éteindre définitivement l'Intifada, et ce pour deux raisons. D'abord, parce qu'il est illusoire de penser que la répression sera à elle seule en mesure de briser les Palestiniens. Si le Premier ministre avait pris la peine de lire Frantz Fanon, il aurait compris que la répression, loin d'affaiblir la mobilisation des dominés, ne fait que renforcer leur conviction que seule la force brute peut dénouer le conflit. De plus, comme toute intervention militaire en milieu urbain s'accompagne inévitablement de la mort de civils innocents – ce qui a été le cas, en particulier, dans le camp de réfugiés de Jénine –, elle suscite, tout aussi mécaniquement, de nouveaux candidats au martyre, bien décidés à continuer le combat nationaliste. En second lieu, l'option sécuritaire ne pourrait être crédible que si elle bénéficiait d'un accompagnement politique substantiel. En effet, le moyen le plus efficace d'empêcher les terroristes-kamikazes de pénétrer en Israël serait encore d'ériger une frontière, matérialisée, le long de la ligne de juin 1967. Mais cela supposerait qu'Ariel Sharon fasse un choix – renoncer aux cent soixante colonies de Cisjordanie et de Gaza – que, fidèle à son nationalisme intransigeant, il a toujours rejeté.

Ajoutons que la persistance de la violence n'a pas été sans répercussions sur l'économie israélienne. Certes, le ralentissement de la croissance est dû avant tout aux difficultés mondiales dans le domaine des hautes technologies, mais certains secteurs, comme le tourisme, ont été directement affectés par l'approfondissement de la crise. La baisse de la fréquentation touristique (réduite de moitié) a engendré des pertes évaluées à 2,5 milliards de dollars et causé le licenciement de 15 000 personnes, ce qui a contribué à accentuer le chômage (10 %). Quant aux investissements étrangers en Israël, qui avaient tiré la croissance ces trois dernières années, ils ont atteint leur niveau le plus bas au second trimestre 2001 (1,3 milliard de dollars, ce qui représente une baisse de 65 % par rapport à 2000). La reprise de la violence est donc en train de diminuer l'acquis économique le plus notable du processus de paix : les investissements de sociétés étrangères qui avaient été encouragées à s'engager dans un pays bien doté en capital humain et en infrastructures et dont l'environnement régional semblait en voie de pacification. Résultat : avec une croissance négative de moins 1 % en 2001, Israël enregistre son plus mauvais chiffre depuis 1953.

Malgré ce bilan peu enthousiasmant, le Premier ministre a globalement bénéficié, durant sa première année de mandat, d'un fort soutien dans l'opinion publique,

attesté par des sondages uniformément favorables (frisant fréquemment les 60 %). Ce crédit tient pour une large part au sentiment de *en brera* (« on n'a pas le choix ») qui a été longtemps partagé par presque tous : Israël n'aurait pas eu d'autre option, pour répondre aux affrontements déclenchés par les Palestiniens, que de se défendre par les armes. Si cette impression a pu si facilement prévaloir, cela tient pour une large part au fait que les solutions militaires paraissent « naturelles », ce qui s'explique par la place institutionnelle et culturelle tout à fait singulière que l'institution militaire occupe en Israël.

L'armée, un acteur majeur

« Israël n'est pas un État qui a une armée mais une armée qui a un État ». Cette boutade résume fort à propos la position éminente de l'armée. De tout temps, cette dernière a été bien davantage qu'un organe de défense, elle s'est voulue l'incarnation de la nation. D'où l'adoption du modèle de la « nation en armes » fondé sur une structure à trois étages : un groupe restreint de soldats de carrière, des conscrits (hommes et femmes appelés sous les drapeaux à 18 ans, respectivement pour 36 et 20 mois) et des réservistes (rappelés environ un mois par an jusqu'à 45 ans). D'où, aussi, un certain brouillage des frontières entre les sphères militaire et civile. En principe, les choses sont claires : l'armée est soumise à l'autorité du gouvernement. Dans les faits, les relations informelles sont bien différentes. Le chef d'état-major a ainsi un statut de quasi-ministre. Il présente au cabinet, non seulement des indications sur les opérations, mais aussi des observations de nature stratégique qui ont souvent d'évidentes implications politiques. L'actuel titulaire de la charge, le général Shaul Mofaz, ne s'en est pas privé, prônant ouvertement des actions militaires de grande ampleur contre l'Autorité palestinienne. Cette demande avait d'autant plus de chances d'être entendue que d'anciens généraux occupent les postes de Premier ministre et de ministre de la Défense (Benyamin Ben Eliezer). Ce phénomène de recyclage permanent des militaires en politique donne bien sûr à l'armée une capacité d'influence qu'elle n'a guère dans les pays occidentaux. L'interpénétration entre les sphères politique et militaire est ainsi propice au développement d'un « militarisme civil » qui amène de façon dominante les élites à examiner prioritairement les questions diplomatiques, politiques, économiques à travers le prisme sécuritaire ; avec au surplus la tentation de considérer toute menace comme un danger mortel pour l'existence de l'État et d'y répondre par la violence armée. Ce réflexe a joué à plein dans le « traitement », exclusivement militaire, que le gouvernement actuel a réservé à l'Intifada palestinienne.

Toutefois, l'absence de démarcation nette entre politique et militaire n'agit pas que dans le sens unique d'une « militarisation de la société » (autrement dit, de la diffusion généralisée d'un mode de pensée sécuritaire)[2], elle peut aussi favoriser,

dans certaines conditions, l'émergence d'une critique de la guerre. Ce phénomène s'est manifesté pour la première fois en 1982, lors de la guerre du Liban qui a suscité un mouvement en faveur de l'objection de conscience autour du groupe Yesh Gvoul (Il y a une limite/une frontière). Il réapparaît aujourd'hui sur une base plus large avec le mouvement actuel de refus de servir (*serouv*) qui rassemble, depuis janvier dernier, environ cinq cents officiers et soldats réservistes ayant signé une pétition dans laquelle ils refusent de « combattre au-delà des frontières de 1967 pour dominer, expulser, affamer et humilier un peuple entier ». Sans doute ne faut-il pas exagérer la portée de cette mobilisation des réfractaires : l'immense majorité des Israéliens acceptent de servir, y compris dans les territoires occupés. Toutefois, le phénomène ne doit pas être sous-estimé. Il a suscité l'inquiétude du chef d'état-major et a rencontré la sympathie d'un quart de l'opinion publique, ce qui témoigne d'un incontestable frémissement au sein d'une partie de la société, consciente de la nécessité d'une perspective politique qui passerait par l'évacuation (négociée ou unilatérale) de tout ou partie des territoires occupés. Reste que ce rassemblement protestataire souffre pour l'heure d'un handicap : l'absence de relais politiques significatifs. Il ne peut en effet compter sur l'appui de formations politiques juives, à l'exception de groupes d'extrême-gauche. Or le précédent du Liban en 1982 a montré comment l'opposition à la guerre n'a véritablement pris de l'ampleur qu'après l'entrée en lice du Parti travailliste, perspective aujourd'hui clairement exclue tant que ce dernier reste partie prenante de la coalition au pouvoir. Cette situation a peu de chances d'être modifiée dans un avenir proche, pour des raisons tenant à la fois à la nature de la guerre en cours et aux blocages politiques internes.

La difficulté de sortir de l'impasse

Au cours de l'été 2001, le conflit est entré dans une phase de « bosnisation », l'affrontement mettant de plus en plus clairement aux prises deux communautés ethno-nationales, Juifs et Arabes, dotées chacune de leurs bras armés (troupes régulières et, parfois, milices des colons contre groupes palestiniens semi-clandestins, mi-guérilleros, mi-terroristes). Comme toujours dans ce type de face-à-face, les victimes sont avant tout civiles, ce qui entretient les logiques d'opposition frontale et de solidarité dans chaque camp. Du côté israélien, les attentats-suicides ont frappé, sans discrimination, toutes les couches de la population : jeunes dans un café branché, ultra-orthodoxes, immigrants fraîchement débarqués de Russie, sabras, renforçant le réflexe d'unité face à l'adversité. Toutefois, derrière la réaffirmation d'un destin collectif partagé, se cache un profond désarroi, qui transparaît à travers des attitudes « schizophréniques » : tout en approuvant, par exemple, le confinement de Yasser Arafat à Ramallah et les assassinats ciblés d'activistes pales-

tiniens, les mêmes sont tout aussi convaincus que leur sécurité individuelle ne s'en trouvera pas améliorée pour autant. Autrement dit, les mesures coercitives – perçues comme des actes de légitime défense – sont à la fois nécessaires et inutiles : contradiction forte, mais qui reflète bien l'impasse dans laquelle nombre d'Israéliens ont l'impression d'être enfermés. L'existence d'un gouvernement de coalition ne facilite pas, à l'évidence, l'émergence d'une voie de sortie. Au contraire, le parti travailliste a très largement avalisé la politique du « tout sécuritaire », que ce soit par l'intermédiaire du ministre de la Défense qui met en œuvre pratiquement, sur le terrain, les offensives militaires contre l'Autorité palestinienne, ou par l'entremise du ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres, qui sert de caution au gouvernement sur la scène internationale. Cette situation empêche la formulation d'une autre politique que celle qui est suivie. C'est bien ce qu'ont compris un certain nombre de personnalités travaillistes, et non des moindres (Yossi Beilin, Shlomo Ben Ami...) en se prononçant pour la sortie du gouvernement, sans être, pour l'heure, entendus. Tant que durera l'union au sommet Likoud-travaillistes, la formulation d'une autre politique est impossible.

Le salut viendra-t-il de l'extérieur, d'un engagement américain plus affirmé ? Difficile à dire tant la position de l'administration Bush paraît osciller entre un soutien assez large aux actions militaires israéliennes, au nom de la lutte contre le terrorisme, et la défense de principe de l'existence d'un État de Palestine aux côtés d'Israël, qui doit beaucoup au souci de ménager les régimes arabes pro-occidentaux, en particulier dans la perspective d'une attaque possible contre l'Irak de Saddam Hussein. Le salut passe-t-il par une régionalisation de la solution ? Certainement et, de ce point de vue, l'initiative arabe présentée au sommet de Beyrouth en mars 2002, qui offre à Israël une paix globale contre le retrait total des territoires occupés en 1967, constitue une avancée significative. Pourtant, le déblocage diplomatique ne sera pas aisé tant sont lourdes les contraintes, parfois contradictoires, pesant sur les acteurs. L'avenir reste donc on ne peut plus incertain : si de timides motifs d'espoir sont réapparus, les raisons de désespérer ne manquent guère. ■

Alain Dieckhoff est chercheur au CNRS (CERI), auteur de *La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2000. E-mail : **dieckhoff@ceri-sciences-po.org**

1. Nahum Goldmann, *Où va Israël ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
2. Le phénomène de « militarisation de la société » est bien décrit par Uri Ben Eliezer, « L'armée, la société et la nation en armes », *Les Cahiers de l'Orient* n° 54, 1999, pp. 161-185.